

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1254 - 3 décembre 1987 - 3 F

D 1254 HONDURAS: INCIDENCES DE L'ACCORD DE PAIX

Alors que la date butoir du 5 novembre pour le suivi de l'Accord de Guatemala (cf. DIAL D 1231, 1239 et 1240) a été reportée au 5 janvier 1988, la dynamique de paix ainsi enclenchée touche également le Honduras. Plaque tournante de la stratégie nord-américaine pour l'Amérique centrale (cf. DIAL 1155), ce pays a pour particularité essentielle d'être le "sanctuaire" de la "contra", l'opposition nicaraguayenne armée au régime de Managua (cf. DIAL D 1202 et 1215). Ce fait a toujours été nié par le président de la République et par le gouvernement hondurien. Aussi l'accord de paix centro-américain du 7 août 1987 a-t-il été officiellement considéré par le ministre des affaires étrangères comme n'ayant pas d'incidence significative au Honduras. Mais sous la pression de milieux politiques, syndicaux et religieux, le gouvernement hondurien a été contraint de modifier son point de vue: le siège de la "contra" à Tegucigalpa, la capitale, a été fermé et la création d'une commission de réconciliation nationale, envisagée. Nous reproduisons ci-dessous l'article paru dans la revue péruvienne *Noticias Aliadas* du 5 novembre 1987.

Note DIAL

LA BOMBE A RETARDEMENT DE LA PRÉSENCE DES "CONTRAS"

Le pays et l'Eglise réclament la commission de réconciliation

Mary Jo McConahay
pour *Noticias Aliadas*

Le plan de paix signé en août dernier par les cinq présidents de la République de la région a bouleversé la vie politique à Tegucigalpa comme aucun autre événement ne l'a fait ces derniers temps.

L'accord de paix signé à Ciudad de Guatemala le 7 août dernier comporte l'engagement, pour les pays centro-américains, d'ouvrir des négociations avec l'opposition non armée, de mettre en place des commissions de réconciliation à caractère national et d'interdire l'usage du territoire comme base militaire pour les rebelles combattant des gouvernements voisins. Le 5 novembre est la date arrêtée par le plan de paix pour en examiner l'application (1).

D'un côté il y a le président José Azcona Hoyos et son ministre des affaires étrangères, Carlos López Contreras. Tous deux s'emploient à retirer de l'importance à l'accord de paix ou, du moins, à lui donner un profil bas. De l'autre côté il y a un large secteur de Honduriens qui misent sur l'accord. Car ils y voient un moyen d'aborder certains sujets intérieurs délicats. Nombreux sont ceux qui voient dans ce plan une occasion - peut-être la dernière - de se délivrer des "contras" nicaraguayens stationnés dans le pays.

(1) Le délai a été reporté au 5 janvier 1988 (NdT).

Des "marionnettes" de Reagan

Les éditoriaux des journaux locaux accusent Azcona et, surtout, López d'être des "marionnettes" du gouvernement Reagan qui ne font que reprendre à leur compte le peu d'enthousiasme de ce dernier pour le plan de paix. Depuis la signature d'août dernier lors de la réunion d'Esquipulas II au Guatemala, les ministres des affaires étrangères des pays d'Amérique centrale se sont déjà réunis à plusieurs reprises, réunions auxquelles les Honduriens sont arrivés en retard ou n'ont tout simplement pas participé.

Malgré les atermoiements du gouvernement, l'intérêt pour le plan de paix est resté vif au Honduras. Voici quelques jours, par exemple, plus de six mille personnes ont rempli la grande salle de conférences de l'Université nationale pour écouter l'ambassadeur du Nicaragua et les autres ministres des affaires étrangères parler des bienfaits du traité de paix. En même temps que la réunion dans l'enceinte universitaire se tenait à l'autre bout de la ville une réunion à la Chambre de commerce où ses membres discutaient du plan et de l'intérêt de sa mise en application pour la marche des affaires. Les conférenciers ont en général fait une analyse optimiste du plan devant un auditoire disposé.

Víctor Inocencio Peralta, secrétaire général de l'Union nationale des paysans - laquelle compte soixante-cinq mille membres - a déclaré: *"Malgré ses faiblesses, ce traité est porteur d'espoir"*. Peralta a également signalé qu'il s'était récemment réuni avec d'autres dirigeants paysans pour discuter du plan de paix et qu'ils se sont mis d'accord pour lui donner tout leur appui.

Alors que l'attention internationale s'attache aux principaux points de l'accord - son impact sur les intérêts stratégiques des Etats-Unis dans la région et l'attitude du gouvernement sandiniste - en Amérique centrale le plan de paix est considéré comme important parce qu'il a accéléré le débat et inquiété l'opposition dans chacun des pays.

Ici au Honduras, l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine - la moitié de la population active est au chômage et le taux d'analphabétisme atteint 80% en rural - le conflit régional est vu comme une lourde entrave au progrès économique, même pour ceux qui souhaitent la disparition des sandinistes. Dans certains secteurs sociaux l'accord de paix fait naître des attentes qui, selon certains, atteignent un niveau dangereux.

"A chaque coin de rue on croise une pauvreté évidente, des enfants qui vendent n'importe quoi pour gagner leur vie; un climat de mécontentement" explique Víctor Artilles, secrétaire général de la Confédération des travailleurs du Honduras, l'organisation populaire la plus importante du pays. Il ajoute: *"Les jeunes s'en rendent compte. Evidemment eux aussi se plaignent de ne pouvoir s'organiser librement à travers le pays et d'avoir à affronter la guerre. Si ce plan ne réussit pas, cela peut faire naître chez eux beaucoup de ressentiment."*

Les "contras", bombe à retardement

Un sujet qui préoccupe les Honduriens c'est le risque de se voir très bientôt bourrés de "contras" n'ayant plus rien à faire et sans guerre à mener. Aux Etats-Unis la question est également posée d'une nouvelle aide financière aux rebelles. Les tensions existantes en rural commencent à se faire sentir en milieu urbain: les habitants des bords du fleuve Patuca, où des rebelles se sont installés, se plaignent de ce que les "contras" pratiquent la pêche à la grenade et de ce que les familles des "contras" profitent le plus du commerce informel le long de la frontière.

L'armée hondurienne ne compte que trois mille hommes de plus que la "contra", d'après différentes sources, mais les rebelles parfaitement bien équipés ont davantage d'expérience du combat.

Bien que des milliers de "contras" soient repartis au Nicaragua au cours des derniers mois, leur présence au Honduras constitue toujours une bombe à retardement dans les zones frontalières. *"Les militaires sont très préoccupés, surtout en matière de sécurité. Car si la paix se fait ou si les rebelles voient leur aide financière coupée, les militaires vont se retrouver avec plein de "contras" sans savoir quoi en faire"*, a déclaré un diplomate européen.

La population de réfugiés de guerre ici dans le pays, en majorité des Nicaraguayens et des Salvadoriens, atteint probablement les deux cent mille personnes, d'après les informations des organismes d'aide. Sur ce total quarante-neuf mille seulement sont sous la protection du Haut commissariat pour les réfugiés des Nations-Unies.

Quelque dix mille réfugiés Honduriens, surtout des petits paysans de la région sud sur la frontière avec le Nicaragua, ont été déplacés par les "contras". Le secrétaire général de l'Association des producteurs de café, Manuel Hernández, affirme que vingt-quatre des membres de l'Association ont été tués *"par les contras"* et avance le chiffre de 13,5 millions de dollars de pertes en raison des opérations de la "contra" dans cette région. Hernández souligne que l'optimisme qu'avait fait naître l'accord de paix dans l'organisation qu'il dirige, s'était évanoui suite aux déclarations du ministre des affaires étrangères López selon lesquelles il n'existe dans le pays aucun conflit armé, en raison de quoi le Honduras n'a aucun besoin de créer une commission de réconciliation nationale.

Mais les pressions en faveur d'une telle commission faites par diverses organisations ecclésiastiques et syndicales, ainsi que par le Comité de l'entreprise privée et la Commission des droits de l'homme, ont fait que le président Azcona a reconsidéré la question et annoncé le 15 octobre que cette commission serait de toute façon créée. Pour sa part Artilas a souligné cette nécessité en déclarant: *"Une telle commission constituerait pour nous un instrument légal propre à nous permettre d'éviter la violence qui risque d'éclater ici aussi."*

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)